

# Nouvelle introduction à l'édition anglaise du livre

Jean-Noël Tronc, mars 2022

Ce livre a été publié initialement en avril 2019, en français, au Seuil. Il a été traduit en portugais et publié par l'éditeur Guerra Y Paz en 2020, assorti d'une préface de mon ami le grand auteur et journaliste portugais José-Jorge Letria.

Aujourd'hui, j'ai le plaisir, par cette préface, d'introduire sa traduction en anglais. Ce livre a été écrit en français, par un Français. Il n'est donc pas exempt d'un tropisme que pourront relever les lecteurs. A chacun notre culture et notre identité. Je me suis efforcé d'y exprimer un point de vue « européen », et j'assume la conviction que l'Europe incarne ce qu'il peut y avoir de meilleur pour l'avenir de l'humanité et doit pour cela assumer une ambition de puissance.

Ce n'est pas un livre sur le droit d'auteur, ou sur les industries culturelles, encore moins sur la gestion collective, même si j'ai voulu illustrer mon propos et que les références abondent sur ces questions importantes. Je suis en effet convaincu que la cause des auteurs est importante pour la démocratie et que celle-ci ne peut être mieux défendue que par une gestion collective à but non lucratif.

C'est avant tout le livre de l'Européen convaincu, et même passionné, que je suis, qui est aussi le citoyen inquiet d'un continent presque seul désormais à porter fermement les valeurs de démocratie, de raison et de tolérance, quand, dans la plupart des autres parties du monde, la dérive autoritaire et populiste semble s'accélérer.

Ce livre a été écrit dans « le monde d'avant ». Avant le retour de la guerre en Europe, de la menace nucléaire et de la plus grave crise humanitaire sur le sol européen depuis la deuxième guerre mondiale.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué un réveil aussi brutal que bienvenu. Nous risquons de payer cher notre aveuglement sur beaucoup de points, à commencer par notre insuffisance militaire ou notre dépendance énergétique. Au moment où j'écris ces lignes, rien n'assure que la guerre ne va pas s'étendre, d'une manière ou d'une autre, et la solidarité entre Européens pourrait s'éroder à l'épreuve d'une crise qui dure et frappe de plus en plus l'ensemble de l'économie et de la société européenne. L'indifférence, voire l'hostilité d'une grande partie du reste du monde souligne le relatif isolement de l'Europe dans les valeurs qu'elle incarne.

Pourtant, il est une chose désormais acquise : la conscience européenne, longtemps tombée en léthargie, est réveillée. Des millions d'Européens vivent la tragédie qui accable le peuple ukrainien comme la leur. Avant l'invasion russe, l'Ukraine, pays comparable par sa surface à la France, par sa population à l'Espagne, et par sa véritable histoire, loin du révisionnisme fantaisiste poutinien, aux plus vieilles nations d'Europe, était presque ignorée des autres peuples du continent. Les petits Français n'ont pas forcément appris à l'école le nom de Anne de Kiev, devenue reine de France au XI<sup>ème</sup> Siècle, avant même la Première Croisade. Une Reine qui avait pour mère une princesse suédoise, autrement dit une femme issue des peuples vikings dont la descente par les fleuves depuis la Mer Baltique jusqu'à la mer Noire sur des navires à rames serait à l'origine même du mot « Rus ». Une trajectoire qui symbolise combien, pour reprendre la formule du général de Gaulle qui parlait d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural », Russie, Biélorussie et Ukraine font partie intégrante de l'histoire et de la culture européennes depuis bien plus de 1000 ans.

Depuis la réunification qui a suivi la chute du Mur de Berlin, la séparation entre l'Est et l'Ouest de l'Union européenne constituait une ligne de fracture sérieuse, aggravée ces dernières années par divers malentendus. L'Ouest de l'Europe a souvent pu être légitimement accusé d'un certain mépris pour les pays de l'ancien « bloc de l'Est » et la connaissance historique et culturelle de leur histoire reste très insuffisante. Durant la campagne présidentielle française, le candidat de l'un des principales forces politiques a montré lors d'une émission télévisée qu'il ignorait que la Roumanie et la Bulgarie étaient membre de l'Union européenne !

**L'Europe est le seul des continents à être d'abord une aire de civilisation, depuis 28 siècles C'est justement l'un des thèmes de ce livre.**

La relative ignorance qui prévalait en Europe face à la nature profonde du régime russe, du révisionnisme historique et de l'ultra-nationalisme de son dirigeant, et l'indifférence profonde pour l'Ukraine en tant que nation, sans doute le plus mal connu des grands pays européens par les Européens eux-mêmes, sont deux phénomènes culturels qu'il serait intéressant d'analyser. Ce n'est pas le propos de ce livre. En revanche, en choisissant pour sous-titre à cet ouvrage « Plaidoyer pour la souveraineté européenne », je me rangeais dans le camp, très minoritaire avant mars 2022, des partisans d'une Europe-puissance. Je renvoie ici le lecteur à la remarquable analyse de Luuk Van Middelhaar, et à sa distinction entre « l'Europe de Paix » et « l'Europe de puissance », que j'ai évoquée au premier chapitre.

L'agression russe et les menaces, y compris nucléaires, brandies par Vladimir Poutine, rendent possibles de réconcilier partisans d'un renforcement de l'OTAN et promoteurs d'une défense européenne.

Et plus aucun dirigeant politique, même extrême, n'envisage, jusqu'à nouvel ordre, de proposer à ses concitoyens un destin solitaire à son pays par la sortie de l'Union européenne. Si Poutine avait attaqué en mars 2016, le Remain l'aurait largement emporté au Royaume-Uni.

L'Europe n'est pas l'Union européenne, mais l'Union européenne est bien la matrice par laquelle il nous faut désormais, face au défi russe et aux menaces montantes de toute part, remonter patiemment les étapes vers un nouvel approfondissement et un nécessaire élargissement de notre Union à tous les peuples de la civilisation européenne.

L'Union européenne est un immense paradoxe : enviée ou crainte dans le reste du monde par beaucoup, souvent décriée en son sein par ses propres citoyens. La « crise migratoire » permanente à laquelle l'Europe est confrontée montre le pouvoir d'attraction immense de notre civilisation européenne sur le reste du monde.

L'Union européenne occupe une place institutionnelle centrale au cœur de l'espace européen. Elle incarne donc cette puissance d'attraction pour le reste de la planète, où des millions d'individus rêvent de venir en Europe et donc, tôt ou tard, de se fondre dans un modèle de société très éloigné du leur.

Quelles que soient ses divisions et ses manques, l'Union permet de parler d'égal à égal dans le jeu des grandes puissances. C'est aussi pourquoi ce qui se joue aujourd'hui en Ukraine et face au pouvoir russe, mais aussi au Sahel, où l'effondrement sécuritaire semble s'accélérer, devrait une fois de plus nous convaincre que, comme la démocratie, dont Churchill, sans doute le plus grand des Européens, disait qu'elle est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres, il nous faut resserrer nos liens entre Européens, envers et contre tout. Ce qui n'est possible que par la construction d'une vraie conscience européenne, ce sur quoi je reviendrai.

Or, pour une part importante des habitants de l'Europe, cette même Union européenne et ses institutions suscitent indifférence voire hostilité. Depuis le rejet français du projet de Traité européen de 2004, en passant par le vote du Brexit qui a privé l'UE de 13% de sa population, pas une consultation majeure sur l'Europe qui n'ait évité le rejet majoritaire par les peuples consultés.

Dans les différents épisodes bruxellois décrits dans ce livre, notamment dans le chapitre trois, les acteurs de la culture ont souvent été choqués par la manière dont les décisions se prennent au sein des institutions communautaires. Cette méthode, lente, consensuelle, souvent technocratique, est à la fois une force de résistance aux extrêmes, et donc un atout pour l'Europe, et une faiblesse, par l'incompréhension, voire l'exaspération qu'elle peut provoquer chez les habitants de l'Union.

L'Union aime les consensus mous et les grands principes abstraits. Pourtant, l'affirmation des valeurs de l'Europe au sens « bruxellois » du terme comme devant servir à définir notre identité est une impasse. A force de répéter que l'identité de l'Union européenne tient dans ces valeurs abstraites que sont la paix, la démocratie et l'économie de marché, on s'enfonce dans un double déni.

D'une part, ces valeurs ne sont pas réservées à l'Europe : la Nouvelle-Zélande ou le Chili sont des démocraties pacifiques et d'économie de marché, mais ne sont pas européennes. La Russie est un Etat de plus en plus dictatorial, qui est pourtant au cœur de l'histoire et de la culture européennes.

D'autre part, ces valeurs ne fondent nullement l'Europe. Celle-ci existe, selon le titre d'un célèbre ouvrage paru en 1961 du Suisse Denis de Rougemont, souvent cité dans ce livre (Vingt-huit siècles d'Europe, la conscience européenne à travers les textes, d'Hésiode à nos jours), depuis près de 3000 ans. L'Europe est le seul continent à être en même temps une civilisation, dont les racines sont à la fois gréco-romaines et judéo-chrétiennes, ce qui ne l'empêche nullement d'avoir su intégrer d'autres apports civilisationnels. Elle n'est pas née le jour de la Déclaration Schuman, le 9 mai 1950. Ajoutons, au passage, que choisir cet événement pour célébrer chaque année la Journée de l'Europe a ceci de gênant que Robert Schuman était un homme politique « munichois » en 1938 qui fait partie des – nombreux – parlementaires français ayant voté les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain en juillet 1940. On fait mieux comme symbole...

Depuis la fin des années 70, avec l'élection au suffrage universel du Parlement Européen en 1979, la Communauté Européenne, devenue l'Union Européenne avec le Traité de Maastricht en 1993, occupe une place de plus en plus centrale, par ses décisions et son cadre juridique, dans la vie des Européens. Malheureusement, ceux-ci sont de moins en moins nombreux à voir dans la construction européenne une grande cause positive. Il n'est pas exagéré de dire que « l'euro-scepticisme », sous des formes diverses, est aujourd'hui un sentiment majoritaire.

Ce phénomène est nourri par une dérive inverse entre, d'une part, une « machine européenne » tournée vers l'approfondissement de l'UE par la production de normes dans tous les domaines, à défaut, désormais, de son élargissement, et, d'autre part, le sentiment des citoyens, souvent indifférents voire hostiles.

La solution n'est pas dans le repli. L'abandon, prudent et résigné, de l'idée d'admettre d'autres pays dans l'Union, est une erreur. Notre Europe est une civilisation, qui va, évidemment, on l'a dit, de l'Atlantique à l'Oural. Pour réveiller le rêve européen, il faut rétablir la perspective de l'élargissement de l'Union parmi ses raisons d'être. A la condition d'assumer une définition historique et culturelle, et donc civilisationnelle, qui conduit à écarter toute perspective d'adhésion pour des pays comme le Maroc ou la Turquie, sans que cela ait de rapport en soi avec la question de l'islam, puisque l'Albanie est pleinement une nation européenne. Il faut absolument chercher des moyens concrets d'inverser la tendance à l'éloi-

gnement entre les citoyens et l'UE, parmi lesquels les plus importants sont de renforcer le sentiment d'appartenance et de fierté. Or, ce sentiment ne peut être nourri par la dimension institutionnelle et technique de l'Europe qui ne peut guère faire rêver que les juristes et les lobbyistes.

Publier aujourd'hui ce livre en anglais a un but : apporter une contribution à la recherche d'idées concrètes pour l'indispensable construction d'une identité culturelle commune.

Il y a véritablement urgence. Les efforts constants entrepris pour ranimer la flamme, comme la Conférence sur l'Avenir de l'Europe ouverte avant l'été 2021, et qui doit durer jusqu'en 2022, à l'issue de la Présidence Française de l'Union Européenne, n'ont pour l'instant soulevé aucun intérêt réel. Pire, ils passent tout simplement inaperçus dans le brouhaha de l'actualité.

Comme il est loin le temps de l'enthousiasme soulevé par le Congrès International de l'Europe organisé à La Haye, en mai 1948, sous la présidence d'honneur de Winston Churchill pour réunir tous les mouvements pour l'unité européenne. Entre la crise de 2008, celle du Brexit et la Covid-19, l'Union européenne a pourtant montré une remarquable capacité de résilience. Face aux attaques extérieures, elle a su résister, comme on le voit avec l'échec de la stratégie de Vladimir Poutine pour diviser les pays de l'UE sur la question ukrainienne.

Après un début calamiteux face à la crise sanitaire de la Covid-19, marqué par un sauve-qui-peut général, le repli sur soi et l'absence de coordination, l'UE s'est ressaisie, tant par sa politique vaccinale où elle a su s'affranchir des textes pour prendre des initiatives, que par une souplesse budgétaire qui permettra de dire un jour que les Allemands, sans qui elle n'eut pas été possible, ont sauvé l'Union. Parmi les initiatives récentes de l'Union européenne il en est une dont je me suis personnellement réjoui, et qui se trouvait être l'une des 18 propositions contenues dans le dernier chapitre de ce livre. En décembre 2021, à l'occasion de la célébration des 20 ans de l'euro, la BCE et les banques centrales européennes ont annoncé le projet de faire prochainement figurer sur nos billets en euros des visages de personnalité qui ont marqué l'histoire, la culture ou les sciences européennes. L'incarnation de notre identité commune est en effet quelque chose qui peut se construire, de manière concrète, par ce type de décision qui marquera, au quotidien, des millions d'Européens et de touristes étrangers.

Ces derniers mois, des textes adoptés par l'Union comme le Digital Services Act et le Digital Market Act, ou le projet industriel autour des puces électroniques sont quelques exemples très encourageants de la capacité de l'UE à réagir ensemble, rapidement, et dans la bonne direction.

Surtout, la réaction immédiate, inattendue par son ampleur et sa fermeté, et unanime, des pays de l'UE face à l'agression russe, soulève légitimement un immense espoir à moyen terme. A nos dirigeants, mais aussi à nous, citoyens de l'Europe, de saisir cette occasion unique.

**L'aventure européenne peut repartir en avant, envers et contre tout.**

# Le contenu du livre en quelques lignes

Ce livre est une contribution au débat sur l'Europe autour de trois idées :

Première idée, l'Union Européenne ne peut continuer d'éluder le débat sur son identité culturelle. L'Europe est une construction historique, géographique et culturelle vieille de presque trente siècles. Il faut à la fois affronter et assumer le débat identitaire qui traverse tous nos pays et qui est la principale source des tensions avec la Hongrie ou la Pologne. C'est le thème du premier chapitre et cela conduit aux principales propositions du livre comme la création d'un chapitre sur l'histoire européenne dans les programmes scolaires, les visages sur les billets en euro, la création d'une école de guerre européenne, la fusion de leurs consulats entre pays européens ou encore un projet scientifique pour mettre au point des traducteurs automatiques instantanés, puisque la question linguistique est aussi un défi pour construire notre futur en tant que civilisation européenne.

Ce livre développe une seconde idée : la culture, qu'il s'agisse des industries culturelles et créatives, des politiques publiques ou des pratiques individuelles, est un pilier stratégique pour l'Union européenne. Il figure même, comme le détaille le deuxième chapitre, parmi les secteurs les plus importants de l'économie européenne. En ce qui concerne le cadre réglementaire et les modèles juridiques de l'économie de la culture, les Européens ont à peu près tout inventé et la dernière décennie, très mal engagée avec le rejet d'un traité international de lutte contre la contrefaçon en 2010, s'est terminée sur l'adoption d'un cadre nouveau, adapté au numérique, que le reste du monde peut prendre pour modèle. C'est ce que raconte le troisième chapitre.

Enfin, ce livre aborde une troisième idée : celle de l'avenir de l'Europe dans le cadre mondial et digital global dans lequel nous vivons de plus en plus. Comme l'avait justement anticipé l'Américain Samuel Huntington dans un ouvrage célèbre paru en 1996 (*The Clash of Civilizations*), les tensions désormais dominantes entre aires de civilisations et entre modèles de sociétés sont de nature culturelle, avec le quasi-effacement des antagonismes Nord-Sud et Est-Ouest de la décolonisation et de la Guerre Froide. Dès lors, l'Europe doit affirmer et défendre sa puissance culturelle, en évitant les malentendus entre culture et numérique qui ont caractérisé les premières années de l'essor d'internet (ce qu'analyse le chapitre 4) et en assumant une politique d'influence et de puissance, mais aussi de protection, face au risque d'une perte de souveraineté culturelle et politique dans le domaine numérique, analyse développée au cinquième chapitre. L'Union européenne est désormais dotée d'un nouveau cadre réglementaire pour les secteurs culturels à l'heure du numérique à la fois solide et favorable. Quand cet ouvrage a été rédigé, entre l'été 2018 et le mois de février 2019, le pire était encore à craindre. Pourtant, en avril 2019, l'UE adoptait l'un des textes essentiels à la reprise en main de sa souveraineté numérique : la Directive sur le droit d'auteur. Cette adoption avait été précédée quelques mois avant de celle de la directive services de médias audiovisuels obligeant les plateformes en ligne à investir et diffuser des œuvres européennes, et a été suivie, à l'été 2019, par l'adoption de la directive dite câble et satellite qui clarifie le cadre européen préservant la juste rémunération des créateurs.

Ces trois directives, avec l'adoption en 2018 du Règlement Général de Protection des Données, marquent un changement d'ère, bien plus qu'une simple prise de conscience vis-à-vis du numérique. En cela, comme en bien d'autres domaines, l'Union européenne a vraiment donné l'exemple au reste du monde. Ayant participé très personnellement, et de manière centrale, à la bataille pour l'adoption de la directive sur le droit d'auteur, je peux en témoigner, par la force des messages multiples que j'ai reçu alors du monde entier, notamment de la part de mes collègues dirigeants de sociétés d'auteur ou d'artistes membres de leurs conseils

d'administration, aussi bien des Etats-Unis et du Canada que d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie.

La transposition dans le droit national de chacun des 27 pays de l'Union européenne est pratiquement achevée en France, fortement avancée dans plusieurs pays, mais elle n'est pas terminée, loin s'en faut. Certaines tentatives, comme celle du gouvernement polonais engageant un recours devant les juridictions européennes contre certaines dispositions de la directive droit d'auteur, ont souligné l'acharnement des opposants au texte et l'efficacité du lobbying gigantesque de certaines entreprises américaines du numérique.

Il importe de rester plus que jamais vigilant dans sa mise en œuvre, mais l'essentiel du cadre est là, et pour longtemps. Les investissements dans les programmes et les œuvres européennes que la directive audiovisuelle impose aux plateformes comme Netflix se comptent en centaines de millions d'euros. C'est un véritable bouleversement pour le secteur européen de l'audiovisuel et du cinéma, qui sont aujourd'hui confrontés à une véritable pénurie de talents et de ressources, y compris dans les surfaces de studios ou dans la disponibilité de techniciens formés aux contraintes propres à la production de séries.

Pour la France, par exemple, on estime à +40% dans les cinq prochaines années le volume de production. C'est d'ailleurs ce qui a conduit le Président Macron à annoncer, dans le cadre du programme France 2030, un investissement de 300 M€ pour l'audiovisuel et le cinéma. En Italie, en Allemagne, en Espagne, en Pologne et dans plusieurs pays de l'Est ou en Scandinavie, les industries culturelles font le même constat.

Quand elles sont organisées, comme le mouvement France Créative en France, dont ce livre raconte la naissance (notamment par une note fondatrice de 2014, en annexe), ou son équivalent Italia Creativa, à l'origine des premières études sur le poids économique de la culture en France et en Italie, elles ont pu peser positivement sur les pouvoirs publics nationaux mais aussi européens.

Ainsi, début janvier 2021, nous avons organisé une délégation d'une dizaine de personnalités de la culture pour rencontrer successivement pas moins de sept Commissaires européens. Cela a permis de tirer la sonnette d'alarme sur les effets de la crise de la Covid-19, puisque certains secteurs culturels, comme ceux du spectacle vivant, ont été, avec le tourisme et le transport aérien, parmi les secteurs les plus touchés. Une étude E&Y rendue publique à cette occasion a ainsi évalué à 200 Md€ (sur un total d'environ 545 Md€) la perte de revenus pour les secteurs culturels européens liés à la crise Covid-19 dans l'Union européenne pour l'année 2020.

Pour l'avenir de l'UE et des Européens, les politiques publiques pour la culture et l'éducation sont essentielles. Le fait de les réunir au sein d'une même fonction de Commissaire européenne, tâche aujourd'hui exercée avec beaucoup de talent par Maryia Gabriel, est une très bonne chose. L'Union, et chaque pays, doivent investir massivement dans ces secteurs. Pas plus que pour l'énergie ou les industries de défense, l'Europe ne doit accepter des pertes de souveraineté dans ces domaines. A l'heure où, au sein même des grandes puissances, avec l'assaut du Capitole ou l'émergence d'un totalitarisme numérique en Chine, les fondements de la liberté sont en danger, l'éducation reste la meilleure arme démocratique. Elle doit être mobilisée pour renforcer notre conscience européenne.

Fort de cette conviction, j'ai sollicité une préface pour cette édition anglaise auprès d'Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins. Le passionnant ouvrage collectif Histoire de la conscience européenne qu'il a dirigé en 2016 m'a beaucoup servi pour le présent livre. Directeur du conseil d'administration de l'Institut d'études œcuméniques de Lviv, en Ukraine, il est de ceux qui agissent concrètement dans la tragédie en cours. **Qu'il soit remercié de m'avoir répondu favorablement.**

Je voudrais remercier également les Editions du Seuil, qui ont autorisé cette publication en anglais, ainsi que mes amis des think-tank européens EuropaNova et Volta qui ont accepté d'en assurer l'édition et la diffusion.

Merci aussi à Robert Ashcroft, qui fut longtemps un collègue lorsqu'il dirigeait la PRS, l'équivalent britannique de la Sacem, et qui a eu la gentillesse de parcourir la traduction anglaise. Il sait trouver en moi le plus anglophile des Français, plus Churchillophile encore que beaucoup de ses compatriotes.

Enfin je voudrais remercier, pour avoir rendu possible cette publication, la famille des sociétés d'auteurs, modèle plus indispensable que jamais à l'heure du monde digital et global : la traduction a été réalisée par James Connell, grâce à la direction de la communication de la Sacem, la plus ancienne des sociétés d'auteur dans le domaine de la musique, que j'ai eu le bonheur de diriger pendant près de 10 ans.

Comme promis aux amis non-francophones du monde entier qui ont participé à la bataille pour la directive européenne de 2019 sur le droit d'auteur, improprement appelée – le livre explique pourquoi – directive Copyright, cette traduction anglaise porte un témoignage.

Celle-ci a été faite pour répondre à la demande de nombreux collègues du monde entier, qui ont eu la gentillesse de me réclamer une version qu'ils puissent utiliser. En effet, lors de l'assemblée générale annuelle des sociétés d'auteur du monde entier, réunies au sein d'une Confédération, la CISAC, qui se tenait à Tokyo en juin 2019, il m'avait été demandé de résumer les grandes idées et propositions que ce livre expose.

A l'issue de mon intervention, beaucoup d'auteurs, de réalisateurs ou encore de compositeurs présents, ainsi que des dirigeants de sociétés d'auteur, m'avaient sollicité pour recevoir une version anglaise du texte, au motif, flatteur, que l'adoption, alors toute récente, de la directive européenne sur le droit d'auteur, suivie avec passion dans le monde entier, avait montré un fois encore le rôle d'exemple et d'entraînement que pouvait jouer la France en matière de politique culturelle. La crise de la Covid-19, qui a particulièrement mis à mal les créateurs et leurs sociétés de gestion collective, et m'a personnellement conduit à consacrer toute mon énergie à un plan de sauvegarde de la Sacem et de ses membres, a retardé le projet de cette publication, alors même que la traduction avait été réalisée juste avant que la Pandémie n'éclate.

J'ai profité de mon départ de la Sacem fin 2020, après presque 10 ans à la tête de la première société de gestion collective au monde, pour mener à terme ce projet et honorer enfin l'engagement que j'avais pris, non seulement d'une publication en anglais mais aussi de raconter « la fin de l'histoire » en ce qui concerne l'adoption de la directive sur le droit d'auteur, l'une des batailles les plus mémorables vécues par le Parlement Européen depuis longtemps, et à laquelle j'ai pris une part déterminante.

En effet, au moment où je remettais le manuscrit à mon éditeur, Le Seuil, fin janvier 2019, l'issue de cet affrontement était inconnue. Le livre a été publié en France quelques semaines avant le vote final sur la directive droit d'auteur et il a été l'occasion d'alerter, à travers l'écho que certains médias français et européens en ont donné, sur le risque très sérieux que le projet de directive, devenu

un enjeu dans la campagne électorale alors en cours pour le renouvellement du Parlement européen, échoue définitivement.

Nous avons de sérieuses raisons d'être pessimistes, tant le lobbying déployé par Google notamment, mais aussi par Facebook, depuis l'automne 2018, avait fragilisé les positions des défenseurs de ce texte et permis d'installer sérieusement une série de fake news sur le contenu du projet. Tous les parlementaires européens étaient désormais amenés à prendre position, pour un texte qui avait jusque-là été très technique, et les campagnes de désinformation, comme celle menée sur YouTube, arrivaient à ce résultat terrible que des élus européens nous disaient être désemparés par la peur suscitée chez leurs enfants.

Certains Etats, comme la Pologne, les pays scandinaves ou le Luxembourg, déployaient une énergie considérable pour empêcher l'adoption du texte. En Allemagne, l'intoxication atteignait son comble puisque des dizaines de milliers de manifestants étaient descendus dans la rue fin mars 2019, convaincus par un harcèlement impressionnant sur les réseaux sociaux que l'adoption de ce texte, pourtant très limité dans sa portée, et qui comprenait de nouvelles exceptions au droit d'auteur, risquait d'entraîner la fermeture pure et simple de services sur internet.

J'ai donc complété, au troisième chapitre de ce livre, le récit de ce combat mémorable et dont les observateurs n'ont pas assez souligné, sur le moment, qu'il n'a été en réalité adopté que de justesse, par cinq voix de majorité sur 750 eurodéputés.